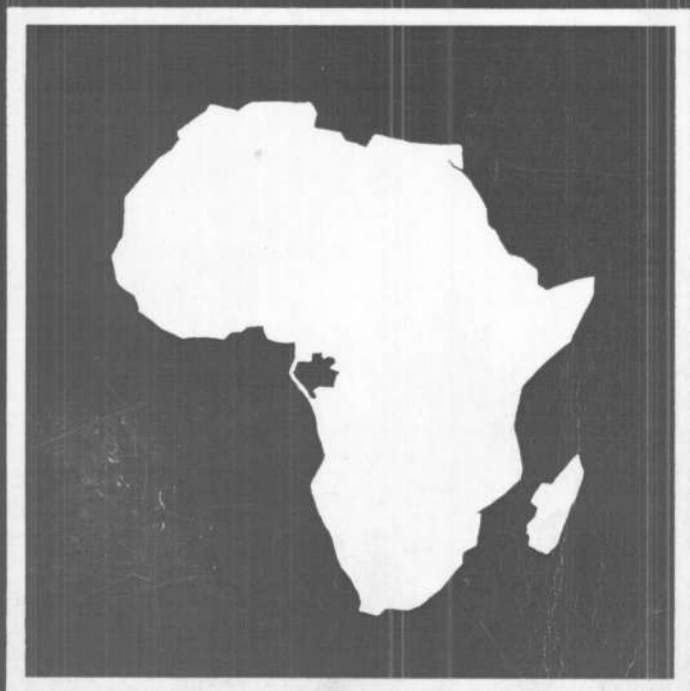


**LES MARCHÉS DU CRÉDIT  
DES PAYS D'AFRIQUE**  
Collection dirigée par le  
prof. Giordano Dell'Amore

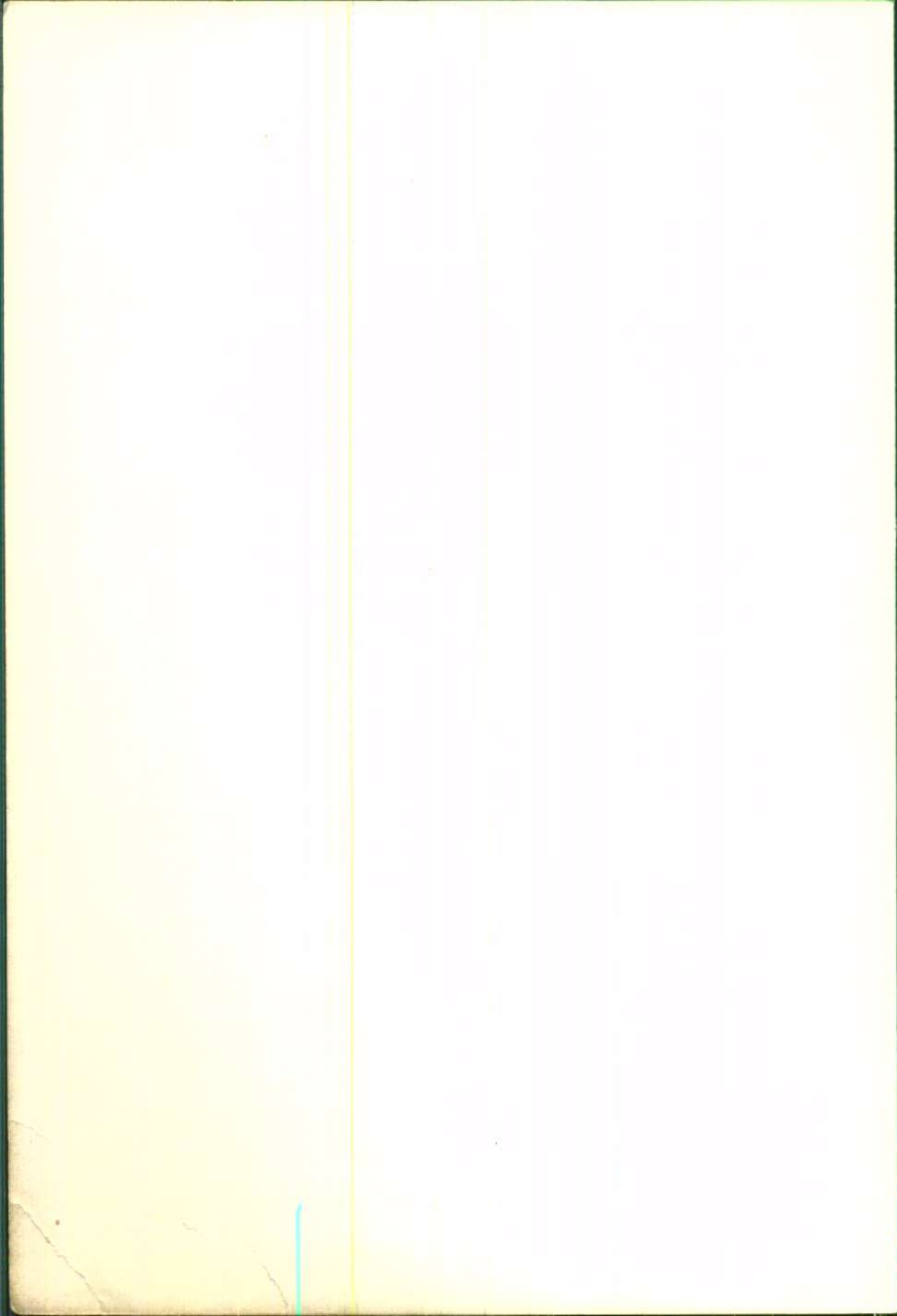
**Lorenzo Frediani**

# **SYSTÈME BANCAIRE DU GABON**

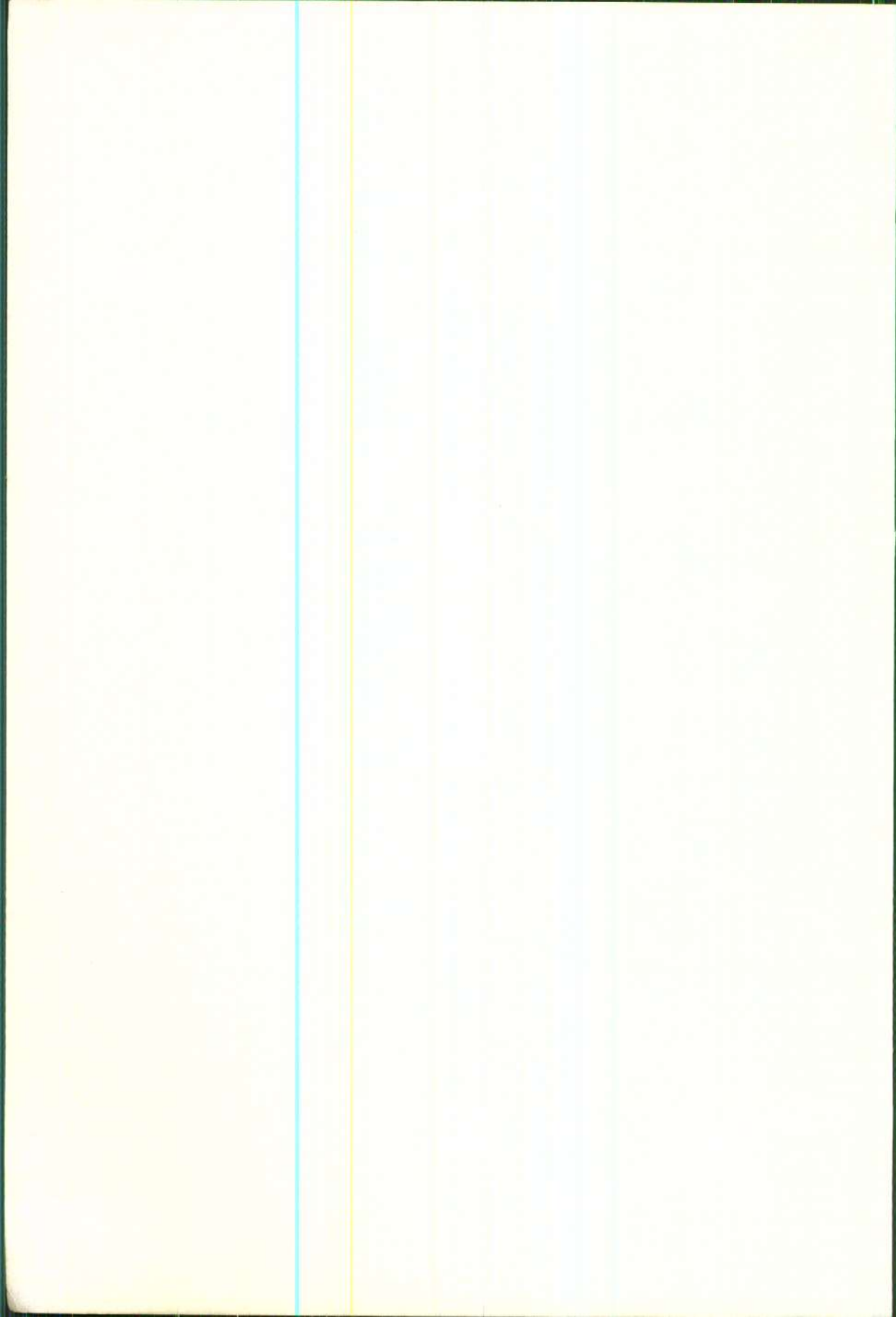
et la Banque Centrale des États d'Afrique Équatoriale et du Cameroun



**cassa di risparmio delle provincie lombarde — milan**







LES MARCHÉS DU CRÉDIT DES PAYS D'AFRIQUE  
Collection dirigée par le Professeur Giordano Dell'Amore

CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE - MILAN

OUVRAGES DÉJÀ PARUS DANS CETTE COLLECTION:

- 1 - Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique.
- 2 - Sergio Bortolani - Le système bancaire du Niger.
- 3 - La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains.
- 4 - Paolo Mottura - Le système bancaire de la Tunisie, 1956-1970.
- 5 - Bruno Rossignoli - Le système bancaire de l'Algérie.
- 6 - Lorenzo Frediani - Le système bancaire du Gabon et la Banque centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun.
- 7 - Adalberto Alberici et Maurizio Baravelli - L'Epargne et les Caisses d'Epargne des Pays d'Afrique.
- 8 - Giordano Dell'Amore - Le Crédit Agricole dans les Pays d'Afrique.

EN COURS DE PRÉPARATION:

Marco Onado et Antonio Porteri - Le système bancaire et la formation de l'épargne au Lesotho.

---

LORENZO FREDIANI

LE SYSTÈME BANCAIRE  
DU GABON  
ET LA BANQUE CENTRALE  
DES ÉTATS DE  
L'AFRIQUE ÉQUATORIALE  
ET DU CAMEROUN

---

---

TOUS DROITS RÉSERVÉS

Milan, 1973

---



## AVANT-PROPOS

*Cet ouvrage se propose d'examiner la structure et le fonctionnement de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun (B.C.E.A.E.C.) et du système bancaire du Gabon.*

*Etant donné que certains aspects fondamentaux d'un système de crédit, comme la politique de création de base monétaire, le circuit des flux financiers et les politiques d'investissement, de collecte et de liquidité dépendent des caractéristiques des Pays où opère ce système, il m'a paru opportun de procéder — après une introduction sur le milieu géographique de M. Cesare Saibene, professeur ordinaire de Géographie Economique à l'Université Catholique de Milan que je remercie publiquement ici — à une analyse sommaire de l'économie des Pays qui nous intéressent, et tout particulièrement à celle de l'économie du Gabon.*

*J'exposerai par la suite la situation des divers compartiments du marché du crédit local. Pour chacun des établissements examinés je m'efforcerai de tracer — sur la base des données à ma disposition — le contexte institutionnel qui en règle la structure et le comportement. Dans la mesure où les données statistiques le permettront, j'examinerai leur comportement sous l'aspect quantitatif.*

*Cette description devrait permettre au lecteur de vérifier de façon autonome les conclusions auxquelles je suis parvenu au cours des analyses critiques du financement de ces établissements.*

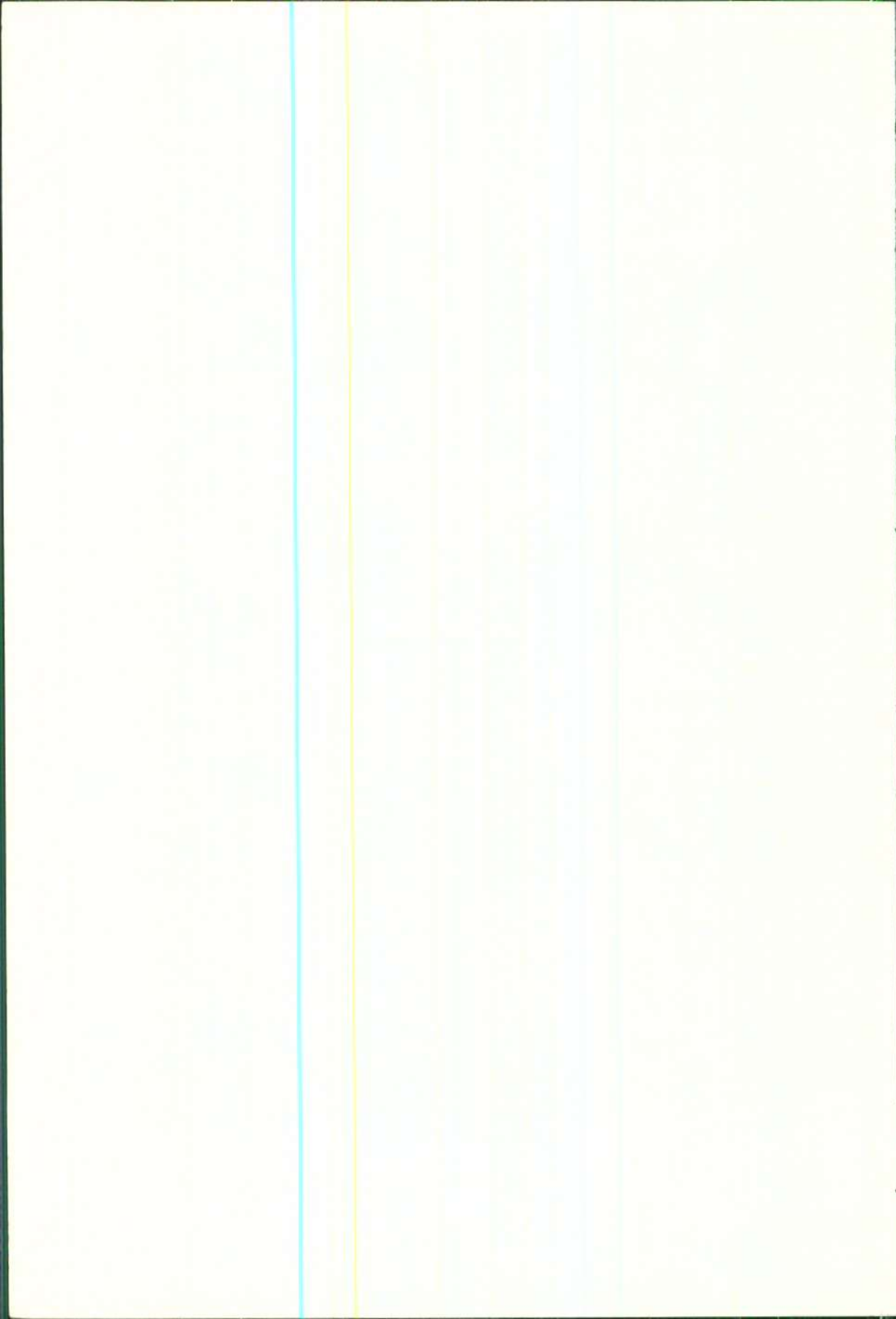
*En prenant enfin comme objectif principal du système de crédit gabonais le développement économique du Pays, je tâcherai de déceler les points faibles de ce système et les mesures que pourraient éventuellement adopter les Autorités monétaires et gouvernementales pour porter remède aux déficiences les plus marquantes.*

*Il est peut-être opportun de signaler que lorsque l'on avait commencé l'impression de ce volume il avait été annoncée une modification au Statut de la B.C.E.A.E.C. qui deviendrait ainsi la B.E.A.C. (Banque des Etats de l'Afrique Centrale). Il n'a pas été possible d'en parler dans ce texte, étant donné que le nouveau statut n'est pas encore en vigueur.*

LORENZO FREDIANI

## CHAPITRE I

### LES PAYS DE L'UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (U.D.E.A.C.)



Les cinq Pays associés de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (U.D.E.A.C.) s'étendent sur une superficie de 3 millions de Km<sup>2</sup> et abritent une population légèrement inférieure à 14 millions d'habitants. La densité relative de la population (4,6 habitants par Km<sup>2</sup>) exprime de façon assez emblématique l'état général de raréfaction du peuplement qui caractérise la zone continentale africaine (c'est-à-dire lorsque l'on dépure le calcul de la densité moyenne des données relatives au peuplement insulaire qui présente dans toutes les îles africaines des pointes assez élevées). Au premier regard on voit donc apparaître déjà un rapport entre cette densité et les conditionnements massifs qui ont intéressé et qui continuent à intéresser l'Afrique toute entière.

Ces conditionnements représentent d'un côté la cause de l'acheminement des grands courants migratoires de l'humanité primordiale vers d'autres régions du globe plus propices à l'établissement et, d'un autre côté, ce sont les facteurs décisifs du faible accroissement démographique naturel des populations africaines en raison du taux très élevé de la mortalité en général et de la mortalité infantile en particulier.

Mais les données relatives à la distribution absolue de la population nous apparaissent encore plus significatives, et si on les rapporte d'une part à la population globale de l'Union et d'autre part à l'étendue de chaque unité politique, elles nous offrent matière à quelques importantes réflexions.

61% de la population totale de l'Union (8,5 millions) appartient au Cameroun et à la République Centrafricaine qui, en-

semble, ne couvrent toutefois que 37% de la superficie totale de la Communauté.

Le Tchad abrite par contre 26% de la population totale (3,65 millions d'habitants) sur une étendue qui représente 43% du total.

Au Congo-Brazzaville et au Gabon vivent enfin environ 13% des habitants de l'U.D.E.A.C. (1,6 millions) sur 20% de la superficie totale.

Pour avoir une idée encore plus exacte de la situation qui se dégage des données ci-dessus, il suffit de considérer les chiffres se rapportant au Cameroun seulement: 43% de la population sur 16% du territoire de l'Union. Nous nous trouvons devant une répartition du peuplement qui est certes très inégale mais qui n'apparaît ni artificielle ni irrationnelle si l'on rappelle certains faits qui expliquent amplement ce déséquilibre apparent ainsi que d'autres analogues.

Si l'on tient compte, en effet, du caractère essentiellement agricole et pastoral de l'économie traditionnelle de ces populations comme de toutes les autres populations africaines indigènes, et si l'on tient compte également de leur faible niveau technologique, on commence à entrevoir les traits caractéristiques de la demande de terre cultivable qui en découle tant comme type que comme dimension.

Une étude typologique et dimensionnelle, si sommaire soit-elle, de l'offre de territoire agricole que les conditions naturelles du Continent africain opposent à cette demande, nous fait aisément comprendre d'abord la concentration de la demande sur certains lambeaux de territoire qui répondent à un minimum d'utilisation, et ensuite le fractionnement et la dispersion de la demande. Ces facteurs sont largement responsables de la fragmentarité du peuplement africain et celle-ci s'exprime justement dans les structures typiques en tribus ou en groupes familiaux si pauvres de

relations et d'interéchanges culturels et économiques qu'ils finissent par former, puis par conserver, leur caractère d'unités ethniques distinctes et largement différenciées sur le plan de l'organisation politique et économique. C'est là peut-être la cause de la fragilité des grandes unités politiques nègres qui se sont formées, surtout en Guinée et au Soudan, et qui ont disparu après le XVIII<sup>ème</sup> siècle.

Les processus migratoires, mûs par un simple besoin de nouvelles terres causé par la pression démographique ou par l'épuisement progressif des terres déjà utilisées (encore très répandu de nos jours par suite de l'ignorance des techniques de récupération), ou par les invasions plus ou moins violentes des populations allochtones, s'orientent sur des directrices rigoureusement établies par la distribution topographique des zones agricoles les plus alléchantes.

Ces courants migratoires vont aux dépens des groupes les plus faibles politiquement et culturellement, qui sont chassés vers des territoires moins accueillants ou, plus simplement, soumis.

Sur ce contexte s'amorcent ensuite les mécanismes déclenchés par l'expansion coloniale européenne dont les interventions massives remontent jusqu'au quinzième siècle. D'abord motivée par un simple besoin de prélever les ressources déjà mobilisées, puis par celui d'instaurer une économie de plantation ou de traite, l'intervention européenne sert aussi à expliquer une concentration ultérieure de la population sur des territoires encore plus circonscrits et notamment sur les côtes (autrefois pratiquement inhabitées). Ce processus de concentration s'est encore accentué récemment à cause de la tendance actuelle des habitants à s'établir dans les villes.

Une telle perspective phénoménologique explique aussi l'apparente incohérence du peuplement des territoires qui nous inté-



ressent. L'une des premières causes réside dans les caractères naturels de ces derniers. Mais vu que, dans ses traits généraux, la morphologie de la zone considérée se montre suffisamment uniforme — c'est un vaste plateau dont l'altitude varie entre 500 et 1.000 mètres, entrecoupé de cuvettes ou de bassins fermés comme le Tchad, qui en dépriment l'altitude entre les 200 et les 500 mètres, mouvementé de reliefs et de dorsales peu élevés et bordé de plaines côtières qui s'alternent parfois à des étagements massifs — et que sa structure géolithologique se présente assez homogène — la succession stratigraphique normale présente en tous lieux l'affleurement à la surface d'une couche de sédiments méso-cénozoïques, de vastes portions du socle cristallin archaïque, entrecoupé de fractures — l'influence des conditions climatiques apparaît déterminante en ce qui concerne le processus de formation des zones les plus aptes à l'établissement humain.

Etant donné que le territoire s'étend sans solution de continuité de la zone équatoriale à la zone tropicale, sur le plan thermique les températures moyennes saisonnières sont partout assez élevées (entre 20° et 35° C.) avec, bien entendu, une excursion diurne et annuelle plus sensible dans les zones tropicales et désertiques (centre-nord du Tchad) et une diminution régulière des précipitations à partir du sud (zones côtières et partie équatoriale du Gabon-Congo où elles atteignent en moyenne 2.000-3.000 mm par an, avec des pointes de plus de 4.000 mm sur le littoral du Cameroun) vers le nord dans les zones continentales de l'intérieur (hauts-plateaux), où elles baissent progressivement jusqu'à 1.000-1.500 mm, et dans le Tchad où elles passent de 1.000 mm dans la partie méridionale à 500, à 250 et même à 100 mm dans l'extrême nord désertique du Pays. Le régime pluviométrique distingue lui aussi les zones méridionales, qui ont des pluies à peu près constantes avec des pointes équinoxiales des zones



centrales et septentrionales, où s'alternent progressivement une saison sèche et une saison pluvieuse suivant le caractère zénithal des pluies.

Il s'ensuit que les paysages climatiques se succèdent eux aussi en ligne méridienne suivant l'augmentation progressive de l'aridité: au sud (Congo-Gabon) et sur les côtes du Cameroun nous voyons dominer la forêt pluviale (de type congolais); à l'intérieur on passe de la savane arborée (à parc ou à graminées avec des arbres isolés) à la savane arbustive ou buissonneuse, à la steppe et enfin au désert.

Si nous rapportons ces conditions du milieu naturel aux possibilités d'établissement humain, nous sommes amenés à définir répulsives les zones forestières et désertiques, propres au nomadisme pastoral la savane buissonneuse et la steppe, aptes à l'établissement sédentaire, donc agricole, les savanes arborées. Il en ressort une justification évidente des données de peuplement sus-mentionnées: le Cameroun et la République Centrafricaine couvrent une bonne partie des savanes arborées dont la superficie s'étend également à la zone méridionale du Tchad, où se concentre en effet la moitié de la population totale du Pays (sur une superficie de 165.000 kilomètres carrés seulement). Par contre, le Gabon et le Congo sont des territoires où domine la forêt et sont donc voués par tradition à servir de refuge. Leur population est, de fait, proportionnellement beaucoup moins nombreuse que dans les autres Etats de l'Union.

Quant au mode de distribution de la population à l'intérieur de chaque unité politique, deux facteurs présentent un certain poids orientatif: la structure traditionnelle de l'économie et la localisation territoriale des intérêts coloniaux. En ce qui concerne le premier point, rappelons que l'agriculture indigène est partout organisée pour l'autosuffisance et pour l'autoconsommation du

groupe ou de la famille (dans son sens étendu) et que la pratique du *lougan* ou agriculture itinérante représente la normalité. Cela entraîne automatiquement la dispersion de la population sur de vastes étendues, car la faible productivité du travail humain, l'emploi limité des animaux et le bas degré de fertilité du sol réclament une large disponibilité de terres. Naturellement les zones, où l'économie de traite ou de plantation, c'est-à-dire l'agriculture destinée à la commercialisation, polarise l'intérêt des indigènes, dénoncent une plus forte densité. C'est le cas des plantations de palme, de caoutchouc et de cacao dans le sud-ouest du Cameroun, de celles de café et de coton dans la région centre-ouest de la République Centrafricaine, de coton dans le centre du Tchad, de cacao au nord-ouest du Gabon, de coton et de canne à sucre dans le sud du Congo-Brazzaville.

Ajoutons que la commercialisation des produits primaires a requis, pour réduire les frais de transport dans ce milieu pathologiquement dépourvu de toute infrastructure moderne de communications, une restriction ultérieure des territoires à culture intensive et qu'elle a également donné lieu à une concentration des installations de traitement dans des localités accessibles le long du littoral des Pays côtiers. Cela a provoqué un nouvel appel de population qui se raréfie progressivement à partir de ces centres suivant deux critères: l'augmentation de la distance et la direction des principaux axes de circulation et de transport. Dans le cadre de cette structure économique moderne, le Cameroun détient sans aucun doute, parmi les Pays de l'U.D.E.A.C., le record de la production de café, cacao, coton, huile de palme (dont la quantité lui permet d'occuper une bonne place dans les statistiques mondiales), ce qui peut contribuer à expliquer son peuplement. Il n'en reste pas moins, toutefois, que les cinq Pays considérés repré-

sentent une zone faible dans le cadre de l'économie agricole de l'Afrique intertropicale.

Etant donné que les ressources minières, de ce qui résulte du moins des prospections effectuées à ce jour, sont généralement faibles — et là où elles sont importantes, comme au Gabon, leur mobilisation massive n'est pas possible pour l'instant, faute de main-d'oeuvre et d'infrastructures de transport — l'animation des activités économiques du territoire qui nous intéresse apparaît dimensionnée, même par rapport à celle d'autres territoires, voire contigus tels que le Nigeria ou le Ghana.

Le taux d'urbanisation s'avère, lui aussi, assez significatif à ce propos. Ses pointes les plus élevées, comme au Congo-Brazzaville, ne dépassent guère 28% de la population totale, tandis qu'il s'établit aux alentours de 20% dans les autres Pays avec un minimum de 15% au Tchad. Et ceci, notez-le bien, à une époque où, même en Afrique, le processus d'exode vers les villes s'amorce de façon virulente.

En ce qui concerne la dynamique démographique, les données statistiques situent les Pays qui nous intéressent dans les standards du Tiers Monde. Les taux de natalité varient entre 40 et 50‰, les taux de mortalité s'établissent autour de 25‰ tandis que la mortalité infantile dépasse parfois largement 150‰. Le Gabon se distingue par une natalité inférieure à celle des autres Pays (35‰) et une mortalité infantile plus élevée (229‰). Le taux d'accroissement naturel dépasse ainsi 20‰ (plus de deux fois et demi celui de l'Italie) sauf au Gabon (10‰). L'espérance de vie de ces populations à la naissance se situe autour de 40 ans. Il s'ensuit que la structure démographique s'articule sur une concentration de la population dans les classes d'âge allant de 20 à 50 ans (la population de moins de 15 ans ne dépasse nulle part 40%

de la population totale) et une diminution rapide des classes plus avancées. Une structure de ce genre, tout en ne représentant pas l'optimum, permet de prévoir le redoublement de la population en l'espace d'une génération, c'est-à-dire d'ici trente ans. Si l'on rapproche cette réalité, difficilement altérable, des données sur le produit national moyen par habitant — qui a été estimé en 1970 à 150 \$ U.S.A. par an — on entrevoit clairement une situation de sous-développement dramatique.

### LE GABON

Dans un contexte qui présente déjà bon nombre des lacunes et des problèmes des économies arriérées, la situation du Gabon offre certains aspects originaux.

Quoique situé dans la zone des paysages équatoriaux, les manifestations climatiques qui l'intéressent ne sont pas entièrement assimilables aux standards des régions typiquement équatoriales, notamment en ce qui concerne la quantité et le régime des précipitations. Dans le régime des pluies, en effet, on voit se manifester une période de sécheresse (moins de 30 mm de pluie par mois) entre juin et octobre. Cette anomalie se complique en outre d'une irrégularité sensible de la pluviométrie annuelle. Certes, si ces anomalies s'expliquent par la situation du territoire entre la zone des ultimes influences du courant froid du Benguela et celle du grand arc côtier du Golfe de Guinée — où le jeu des déséquilibres atmosphériques entre la masse océanique et la masse continentale provoque des manifestations ayant un véritable caractère de moussons — il n'en reste pas moins que, par rapport à la moyenne du climat équatorial, ce territoire présente un déficit global de précipitations annuelles de 200 mm, ce qui place son vaste revêtement forestier à la limite de ses exigences écologiques naturelles.



La forêt, par ailleurs, bien que couvrant 85% environ de la superficie du Pays (200.000 Km<sup>2</sup>) ne se présente pas comme un revêtement uniforme. L'intercalation fréquente de zones de savane, qui intéressent parfois des régions entières, peut, dans certains cas, être attribuée à l'empiétement séculaire du travail agricole, mais elle est due surtout aux effets de la saison sèche, qui, par son cycle trimestriel, semble amorcer, dans le Bas-Ogooué et dans le Sud du Pays un processus naturel de transformation du manteau végétal spontané en savane arborée.

Cette dernière se manifeste de façon plus continue sur le plateau de Batéké, dans une partie des territoires du N'Gounié et de Nyanga, le long du littoral et dans le sud-est du Pays. Ces facteurs, unis à la composition cristalline du sol — dont l'action combinée des pluies torrentielles (2.000 mm par an presque partout), des hautes températures et de l'humidité constante a altéré la fertilité — font du Gabon un territoire d'accès malaisé et hostile à tout établissement humain.

Nous en trouvons d'ailleurs la preuve dans le faible volume de la population en chiffres absolus: 950.000 habitants d'après le recensement de 1970 (1); volume qui s'avère encore plus faible lorsqu'on le compare à la quantité des ressources certifiées et mobilisables.

Il serait bon de préciser, en ce qui concerne le volume de la population, que les données disponibles suscitent une certaine perplexité. Il est vrai que de nombreuses difficultés s'opposent à un relevé efficace des données: le manque de voies d'accès du Pays (encore dépourvu de chemin de fer et dont le réseau routier offre peu de possibilités de pénétration), l'éparpillement de la

---

(1) Voir *Gabon*, dans *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, XXVIII, n. 1387, juin 1972, page 1711.

population dont une partie vit encore en forêt et le grand nombre de groupes ethniques qui y sont représentés (on y dénombre 40 groupes distincts). Ces groupes sont l'expression d'un peuplement qui s'est formé par vagues successives suivant les migrations qui venaient du nord, du nord-est et du sud pour se réfugier dans la forêt.

Cependant, la comparaison entre les données officielles des recensements et les estimations se rapportant aux dernières décennies ne donne pas un tableau cohérent et fiable de la situation.

Il y aurait eu, par exemple, entre 1946 et 1955, une forte diminution de la population (de 421.000 habitants à 387.800); puis, de 1955 à 1961, une reprise démographique exceptionnelle avec un accroissement d'au moins 60.800 habitants (1); enfin, d'après le recensement de 1970, dont les résultats sommaires n'ont paru qu'en mai 1972, on en serait actuellement à 950.009 habitants, ce qui voudrait dire qu'en l'espace de dix ans la population s'est accrue de 501.445 unités alors que les prévisions officielles ne dépassaient pas 630.000 unités et que la Division Population de l'O.N.U. publiait en décembre 1969, sur la base des données disponibles de l'accroissement naturel de la population du Gabon, une prévision suivant laquelle le Pays aurait atteint en 1985 une population de 600.000 habitants.

D'après les chiffres du recensement de 1970, il y aurait 8.500 résidents européens dans le Pays (2), alors qu'à la date du 1er janvier 1971 les inscrits dans les registres consulaires français comme résidents au Gabon s'élevaient à 12.800 (3).

---

(1) Voir BECQUEREL, *Le Gabon*, Paris, 1970.

(2) Voir *Gabon*, dans *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, op. cit., page 1711.

(3) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar*, dans « Europe, France, Outremer », n. 497 spécial, juin 1971, page 117.

La disparité des données nous conseille une certaine prudence avant de tenter tout commentaire ou toute élaboration sur la quantité démographique du Pays et cet état de choses jette également une ombre de doute sur la situation statistique d'autres secteurs en dehors de la démographie. Quant à cette dernière, les sources de l'O.N.U. sur la situation en 1968 ne nous offrent pas un tableau réconfortant: un taux de natalité (35‰) inférieur à celui de tout autre Pays africain, un taux de mortalité (25‰) supérieur à la moyenne du continent (20‰) et qui n'est partagé que par les autres Pays de la zone équatoriale à cause de la virulence et de la diffusion des maladies tropicales; quant à la mortalité infantile, son taux (229‰) n'est dépassé que par celui de la Zambie (le plus haut du monde).

Ces données s'accordent difficilement aux chiffres officiels qui ressortent du recensement de 1970 sur l'accroissement naturel. Il est donc plus intéressant, pour les buts que nous nous proposons, d'examiner les données sur la distribution géographique de la population car, même si les chiffres globaux du peuplement devaient subir des altérations, il est probable que les taux de répartition territoriale ne subiraient pas de grands changements. On note en effet une certaine correspondance entre les taux de répartition du recensement de 1970 et ceux des recensements précédents et là où cette correspondance ne se manifeste pas, elle se justifie aisément par les phénomènes prévisibles de l'évolution économique et sociale du Pays.

Les régions les plus peuplées à ce jour sont les suivantes: l'Estuaire (9,7 hab./Km<sup>2</sup>), l'Ogooué Maritime (5,2 hab./Km<sup>2</sup>), le Wolem-N'Tem (3,8 hab./Km<sup>2</sup>), le Haut-Ogooué (3,5 hab./Km<sup>2</sup>), le N'Gounié (3,4 hab./Km<sup>2</sup>). Autrement dit, il s'agit des districts maritimes comprenant Libreville, la capitale, et Port-Gentil, la cité portuaire, où se concentrent les activités de production industrielle

et commerciale et qui sont à l'avant-garde par rapport au reste du Pays; du district habité par les Fangs qui représentent le groupe ethnique le plus avancé et le mieux organisé; de la région minière déjà équipée et en activité (manganèse) et enfin de la zone forestière récemment mise en exploitation après que la zone traditionnellement exploitée (celle qui borde l'océan) avait commencé à donner des signes de dégradation. Signalons à ce propos, la reprise des territoires de l'Ogooué Maritime et du Haut-Ogooué par rapport au rang qu'ils occupaient en 1961 dans le classement du peuplement régional et qui s'explique aisément pour les motifs que nous venons d'exposer. On note par contre une perte en habitants dans les régions du N'Gounié, du Nyanga, du Moyen-Ogooué et du Lolo, qui fait état d'un mouvement migratoire centrifuge de l'intérieur vers les régions périphériques offrant de nouvelles perspectives de développement, tandis que l'Ogooué-Ivindo demeure la zone la moins peuplée (1,3 hab./Km<sup>2</sup>) et attend pour décoller que soient mis en exploitation les riches gisements de fer qu'on vient d'y découvrir.

La naissance de mouvements migratoires est également confirmée par l'augmentation massive de la population des villes des zones côtières. Libreville a passé de 30.000 habitants en 1961 à 75.000 en 1970, Port-Gentil de 25.000 à 35.000, Lambaréné de 4.000 à 7.000 (1). Ces données semblent indiquer un processus de transformation des structures économique-sociales traditionnelles, prélude au décollage d'un développement.

C'est justement dans cette perspective que se manifeste un autre caractère original du Gabon: sa situation de Pays sous-peuplé en contraste flagrant avec la surpopulation qui afflige beaucoup d'autres Pays africains sous-développés. Cette situation

---

(1) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar*, dans « Europe, France, Outremer », *op. cit.*, page 117.



particulière apparaît clairement si l'on rapproche certaines données sur l'emploi des données quantitatives sur les ressources naturelles certifiées jusqu'ici.

Les trois quarts de la population tirent leur subsistance de l'agriculture, mais 237.000 individus seulement représentent la population active de ce secteur (1) qui est d'ailleurs celui qui participe le moins à la formation du produit national brut (si l'on fait abstraction, bien entendu, du produit des forêts et des cultures de plantation destinées à l'exportation).

La surface cultivable ne couvre que 0,5% du territoire et un quart de cette surface est consacré aux cultures commerciales. L'exiguïté de la surface cultivée doit être considérée aussi en fonction de la dispersion des exploitations sur le territoire. Un indice significatif bien qu'indirect nous vient du nombre des agglomérations rurales: 4.503 avec une moyenne de 122 habitants chacune (2)! Ceci nous prouve une fois de plus le peu d'importance du secteur primaire qui est évidemment encore structuré sur des bases traditionnelles, donc de faible productivité. Les efforts des pouvoirs publics en cette direction en font foi: les deux plans de développement du secteur agricole envisagent l'investissement de 200 millions de francs C.F.A. par an (3), destinés à augmenter non seulement la production des biens pour l'exportation (cacao, café, arachides), mais aussi à équiper et à organiser les centres agricoles ou de *paysannat* comme on les appelle localement.

D'autre part, le produit national brut par individu (qui s'est accru dernièrement d'environ 8-9% par an) touche maintenant

---

(1) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar*, op. cit., pag. 117.

(2) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar*, op. cit., pag. 117.

(3) Voir *Gabon*, dans *Industries et Travaux d'Outremer*, XIX, n. 214, septembre 1971, page 767.

480 dollars (1), ce qui place le Gabon au 3ème rang parmi les 42 nations du Continent africain. Même si l'on tient compte du niveau de base extrêmement bas sur lequel on a calculé les taux d'accroissement, ces chiffres témoignent de la vivacité d'expansion des autres secteurs de la production.

Les données sur l'emploi nous fournissent encore quelques indications: les salariés (y compris les travailleurs des chantiers forestiers, des mines et des plantations) arrivent à 60.000 unités. Ajoutons-y 8.200 commerçants, 8.000 fonctionnaires et 38.200 militaires, religieux, étudiants, etc.

Le secteur des salariés est en pleine croissance et on estime qu'il absorbe désormais entre 20 et 25% de la population active (2) (signalons que le volume de la population active est comprimé par la loi sur l'obligation scolaire — de 6 à 16 ans — qui a amené le taux de scolarisation à 96 pour cent).

Or, jusqu'en 1965, le secteur de pointe de l'économie gabonaise était par tradition le secteur forestier qui, à lui seul, fournissait environ 36% de la valeur des exportations. A partir de 1965 le secteur minier s'est placé en tête grâce à l'augmentation rapide de la production de pétrole (de 178.000 tonnes en 1957 à 5.785.000 en 1971), du manganèse (de 203.000 tonnes en 1962 à 1.700.000 en 1971) et des riches gisements d'uranium qui ont produit 1.077 tonnes de minerai en 1970. La production forestière, tout en se maintenant sur des niveaux élevés, a subi le contrecoup de la réorganisation du régime des concessions et du réaménagement territorial du secteur (autrement dit, la mise en activité de la seconde zone de coupe à l'intérieur). De fait, la

---

(1) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar, op. cit.*, page 117.

(2) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar, op. cit.*, page 117.

quantité produite demeure stationnaire sur le million de tonnes par an, dont 8/10èmes sont constitués d'okoumé (1).

Nous pouvons, à ce point, évaluer ultérieurement les causes de l'expansion économique du Gabon qui, d'après les données sus-mentionnées, semble avoir commencé vers la fin des années soixante: dans le secteur minier, le volume des réserves de pétrole permet de faire des prévisions très encourageantes sur la découverte de vastes gisements *off-shore* qui pourraient faire passer au second plan les gisements continentaux; pour le manganèse, les réserves assurées s'élèvent à 200 millions de tonnes de minerai ayant une teneur en métal de 50-52%, c'est-à-dire un des plus riches gisements du monde (rappelons que le Gabon est le troisième producteur et le premier exportateur du globe); pour l'uranium, on estime que les réserves arrivent à 2,5 millions de tonnes (teneur 4%) et il ne faut pas oublier les réserves de fer qui sont estimées à un milliard de tonnes de minerai (teneur 65%) dans les gisements de Belinga encore improductifs par manque de voies de transport (2).

Telles sont les bases sur lesquelles il est permis d'avancer un certain optimisme sur le rythme et le volume d'expansion de l'économie gabonaise. Une preuve nous en est déjà donnée par l'augmentation des actifs de la balance commerciale: ils ont passé de 9 milliards de francs C.F.A. en 1964 à 19 milliards en 1970. Il est vrai que si l'on examine la typologie des exportations, on s'aperçoit qu'il s'agit presque entièrement de matières premières, ce qui tempère sensiblement l'optimisme suscité par leur valeur

---

(1) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar*, op. cit., pages 121 et 122; *Industrie et Travaux d'Outremer*, op. cit., page 767, et XX, n. 219, février 1972, page 162.

(2) Voir *L'Afrique d'expression française et Madagascar*, op. cit., pages 121 et 122.

en termes monétaires. Mais il faut dire également que les produits que le Gabon offre sur le marché international ne doivent pas subir la concurrence d'autres Pays et ne sont pas sujets à être remplacés par des succédanés; les dangers d'une exposition trop ouverte aux fluctuations des prix sont donc assez limités pour le moment. Par contre, le caractère libéral de la politique économique et des échanges avec l'étranger a permis que les entreprises étrangères occupent une place prépondérante dans les investissements destinés aux différents secteurs de l'économie. Il n'est malheureusement pas possible d'en rapporter les proportions quantitatives par rapport aux investissements d'origine interne. Il existe cependant une donnée capable de fournir quelques indications à ce sujet: 60% de la rémunération du travail est absorbé par des travailleurs non ressortissants, tandis que 35% du total des salaires versés au personnel européen est transféré à l'étranger.

D'autre part, la politique de plan qui a été mise en oeuvre par le gouvernement témoigne de la forte poussée vers l'utilisation rapide et intégrale des ressources disponibles. Le plan 1965-1970 a réalisé en moyenne 80% de ses objectifs (des 99 milliards de francs C.F.A. dont on avait prévu l'investissement, 80 milliards ont réellement été investis et ont produit un accroissement, par rapport aux prévisions, de 200% dans le secteur minier, 95% dans celui des industries de transformation et de 90% dans le secteur forestier) (1).

Le plan 1971-1975 envisage des investissements pour un total de 150 milliards de francs C.F.A. (66% de plus que le plan précédent) dont 84,5 milliards proviendraient du secteur privé et 65,5 milliards (2) de fonds publics. La plus grande partie de ces

---

(1) Voir *Gabon*, dans *Industries et Travaux d'Outremer*, XIX, n. 214, septembre 1971, page 766.

(2) Voir *Gabon*, dans *Industries et Travaux d'Outremer*, *op. cit.*, page 767.



investissements seront destinés aux infrastructures et, entre autres, au chemin de fer Owendo-Booué de 332 kilomètres qui desservira les gisements de fer de Belinga, mais dont la gestion sera déjà rendue active par le transport de 1.200.000 tonnes de bois par an.

Le deuxième secteur d'intervention sera le secteur manufacturier où l'on prévoit d'abord une installation capable de produire 250.000 tonnes de cellulose par an, reliée à une réserve forestière de 200.000 hectares, puis une industrie chimique qui utilisera le gaz naturel comme matière première (la production annuelle de méthane s'élève actuellement à 35 millions de m<sup>3</sup>). Dans le cadre de l'activité minière on prévoit d'augmenter la production de manganèse à 2.300.000 tonnes en 1975 et, dans le secteur de l'énergie, de nouvelles installations pour une production globale qui devrait toucher 95 millions de Kwh contre les 49 millions de 1970.

Devant un tel programme, qui n'est guère ambitieux si l'on considère le volume des ressources naturelles du Pays, deux problèmes se posent: tout d'abord, la situation sociale commence à montrer les signes de détérioration qui sont typiques des Pays du Tiers Monde, tels que l'urbanisation accélérée qui précède le sous-emploi surtout dans le secteur tertiaire, et la formation progressive d'une catégorie de fonctionnaires ayant une rémunération privilégiée, dont on déplore d'ores et déjà le pouvoir excessif; de plus, l'insuffisance quantitative des cadres dont la formation — bien que facilitée par les justes lois sur la scolarisation et par les financements à l'éducation nationale (20% du budget) — ne peut se faire qu'à la longue et donc à un rythme beaucoup plus lent que celui de la mobilisation des ressources. C'est donc dans ce sens qu'il faut interpréter le sous-peuplement que nous avons cru devoir attribuer à ce Pays et qui n'est qu'un aspect des diverses contradictions qui se sont manifestées au cours de l'étude de sa structure.

